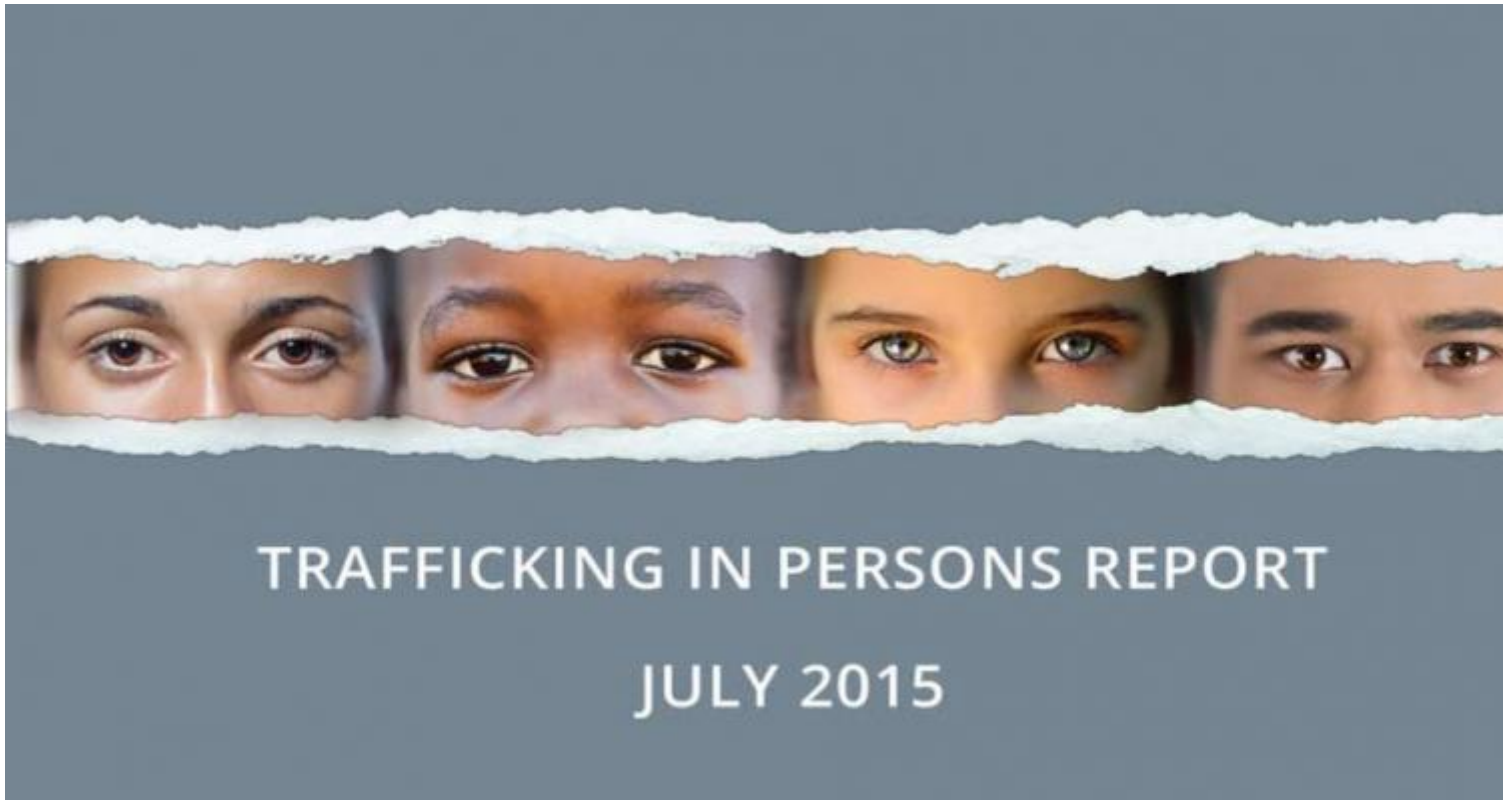


Cuba, sort d'une autre liste, où elle n'a jamais dû figurer, mais....



Par Guillermo Alvarado

Le gouvernement étasunien a annoncé la décision d'exclure Cuba de la liste unilatérale de pays censés promouvoir le trafic humain.

Dans son rapport sur le trafic de personnes en 2014, le Département d'État signale que Cuba enregistre des progrès en la matière et reconnaît l'engagement de la Havane à l'égard du respect des normes minimales en la matière.

Le document est très rigoureux lorsqu'il signale que dans les relations migratoires entre Cuba et les États-Unis, le principal instigateur des plus diverses manifestations de trafic humain illégal est justement le pays nord-américain et ceci depuis le triomphe de la Révolution.

Tout d'abord Washington a ouvert les portes et a permis que sans aucune démarche légale ou formelle, des voleurs, des fonctionnaires corrompus, des policiers, des sbires, des assassins au service de la dictature de Fulgencio Batista entrent dans son territoire. Ensuite, les États-Unis ont rejeté toutes les demandes d'extradition faites par la Havane.

Puis, une campagne de mensonges a été orchestrée par des groupes contre-révolutionnaires. Ces groupes ont semé la terreur parmi les secteurs les plus favorisés du pays. Environ 14 000 enfants ont été pris en otage lors de ce que l'on appelle l'opération "Peter Pan".

Suite à l'interruption des relations et à la suspension des vols charters entre les deux pays, la Maison Blanche a continué à encourager l'émigration illégale, surtout après que le gouvernement de John Kennedy ait annoncé que tous les Cubains émigrant vers les États-Unis seraient reçus comme des réfugiés.

Tout cela est l'antécédent direct d'un instrument légal néfaste et criminel, la loi d'Ajustement cubain, promulguée en 1965 par Lyndon Johnson. Cette loi est à l'origine de milliers de morts et d'innombrables délits

Par ailleurs, elle établit que tout Cubain quittant illégalement son pays et qui arrive, par n'importe quelle voie, en territoire étasunien obtient automatiquement la résidence permanente et jouit de tous les privilèges que cela implique s'il y demeure pendant un an.

À cette loi s'est ajoutée la politique appelée "pieds secs, pieds mouillés", en vertu de laquelle les personnes qui parviennent à poser le pied sur le sol américain, peuvent immédiatement accéder au "paradis".

En même temps, les autorités étasuniennes restreignent la délivrance de visas et des permissions permettant une migration légale, comme Cuba l'exige.

L'objectif final de ce coup monté n'est que de politiser le thème et de faire croire au monde que les Cubains fuient désespérément le socialisme.

La Loi d'ajustement cubain et la politique de pieds secs, pieds mouillés ont conduit au trafic de personnes illégal, intense et dramatique, dont les États-Unis sont responsables, même si nul ne l'inclut dans aucune liste.

Le fait d'exclure Cuba de cette liste est très positif. Cela signifie que les États-Unis reconnaissent au moins leur erreur, mais il reste encore beaucoup à faire pour que la correction soit complète.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/64187-cuba-sort-dune-autre-liste-ou-elle-na-jamais-du-figurer-mais>



Radio Habana Cuba